



Communiqué de presse

UNE INITIATIVE CITOYENNE DEMANDE UNE LEGISLATION POUR DES SALAIRES VITAUX DANS L'INDUSTRIE DU TEXTILE ET DE LA MODE

Paris, le 19 juillet 2022 – L'initiative citoyenne européenne (ICE) « Good Clothes, Fair Pay » est lancée aujourd'hui pour exiger des salaires vitaux pour ceux et celles qui fabriquent nos vêtements. La campagne, qui se tiendra sur un an, vise à collecter au moins 1 million de signatures de citoyen-ne-s européen-ne-s pour appeler la Commission européenne à introduire une législation sur cet enjeu majeur. Cette initiative est menée par une coalition de citoyen-ne-s, et soutenue par des ONG, des décideur-euse-s politiques et des expert-e-s en matière de salaire vital. Fashion Revolution France et Max Havelaar France sont partenaires et responsables de la campagne pour la France.

Aujourd'hui, les personnes qui fabriquent nos vêtements ne reçoivent pas un salaire vital, mais un salaire de misère.

À l'heure actuelle, la plupart des personnes qui fabriquent nos vêtements perçoivent des salaires de misère tandis que les marques continuent de faire de très importants bénéfices. Les travailleur-euse-s de l'industrie du textile et de la mode, dont 80% sont des femmes, **gagnent en moyenne 2 fois moins que ce dont ils-elles ont besoin pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille**¹. Les salaires minimums légaux actuels dans ce secteur, fixés par les gouvernements des pays producteurs de vêtements, ne sont pas suffisants pour vivre.

Ainsi, et malgré des journées de travail interminables, **les travailleur-euse-s de l'industrie du textile et de la mode ont du mal à se nourrir, à vivre dans un logement adéquat, à accéder aux soins de santé ou même à envoyer leurs enfants à l'école**. Cette situation n'a fait que s'aggraver avec la pandémie de Covid-19, où des centaines de milliers de personnes ont perdu leur travail du jour au lendemain sans assurance chômage lorsque de grandes marques ont annulé leurs commandes à la suite de la fermeture des magasins, alors même que les vêtements étaient déjà fabriqués.

Une Initiative citoyenne européenne pour un salaire vital pour les travailleur-euse-s de l'industrie textile.

En tant que premier importateur de vêtements au monde² et l'un des plus grands marchés consommateurs de mode³, l'Union européenne doit s'attaquer à ce modèle injuste d'exploitation.

¹ Chiffre Clean Clothes Campaign, disponible [ici](#)

² Avec plus de 69 milliards d'euros de vêtements importés en 2020

³ Avec plus de 260 milliards d'euros de ventes prévues en 2022

Catherine DAURIAC, présidente de Fashion Revolution France déclare « *Pendant trop longtemps, les marques ont promis de faire ce qu'il fallait. Pourtant aujourd'hui encore, le salaire moyen des personnes travaillant dans le secteur du textile et de la mode ne représente que 0,6% du coût d'un t-shirt de fast-fashion. Les consommateur·rice·s de mode sont de plus en plus mal à l'aise avec ça. Ils·elles veulent se sentir bien dans les vêtements qu'ils portent, mais ne peuvent pas déterminer si la personne qui a fabriqué leur jean a été payé équitablement pour sa journée de travail. La campagne 'Good Clothes, Fair Pay' offre aux consommateur·rice·s la possibilité d'appeler au changement.* »

L'ICE « Good Clothes, Fair Pay » réclame une législation qui obligerait toutes les entreprises vendant des vêtements, des textiles et des chaussures au sein de l'Union européenne **de prendre des mesures en faveur d'un salaire vital** tout le long de leurs chaînes d'approvisionnement, quel que soit le lieu de fabrication de ces produits. Les marques et les détaillants seraient tenus d'évaluer les salaires dans leurs chaînes d'approvisionnement, de mettre en place des plans pour combler l'écart entre les salaires réels et le salaire vital, et de rendre publics leurs progrès.

Valeria Rodriguez, responsable plaidoyer de Max Havelaar France déclare « *Le mouvement Fairtrade/Max Havelaar se bat depuis plusieurs années pour redonner du pouvoir aux travailleur·euse·s du textile et améliorer leurs conditions de travail. Le droit à une rémunération juste doit devenir une réalité pour tou·te·s. Soutenir cette campagne aux côtés de Fashion Revolution France est donc une évidence.* »

[L'ICE peut être signée sur www.goodclothesfairpay.eu](http://www.goodclothesfairpay.eu)

À propos de Fashion Revolution France

Fashion Revolution France est le bureau national de l'ONG Fashion Revolution lancée en 2013 après l'effondrement du Rana Plaza à Dacca au Bangladesh. Depuis bientôt 10 ans, nous militons pour plus de transparence des marques de mode avec l'Index de Transparence édité chaque année ; pour plus de justice sociale et environnementale dans la chaîne de valeur de l'industrie textile. Nous sensibilisons l'opinion et les décideur·euse·s politiques pour une mode qui respecte les écosystèmes et les humains qui la font.

<http://www.fashionrevolution.org>

Instagram : @fash_rev_france

À propos de Max Havelaar France

L'ONG Max Havelaar France, membre fondateur du mouvement international Fairtrade/Max Havelaar, agit pour un commerce équitable, respectueux des droits humains et de l'environnement. Avec le label Fairtrade/Max Havelaar, elle mobilise les entreprises, les consommateur·rice·s et les pouvoirs publics afin de transformer les pratiques et de soutenir les producteur·rice·s et travailleur·euse·s défavorisé·e·s. Elle sensibilise l'opinion publique et milite en faveur d'une économie mondiale éthique et responsable. Pour en savoir plus : <https://www.maxhavelaarfrance.org/>

CONTACTS PRESSE

Agence Etycom | Aelya NOIRET | 06 52 03 13 47 | a.noiret@etycom.fr

ANNEXE 1 : Le salaire vital

Le salaire vital est un droit humain reconnu par les Nations unies⁴. Le salaire vital permet aux travailleur·euse·s de subvenir à leurs besoins fondamentaux, notamment la nourriture, le logement, l'éducation et les soins de santé, et de faire des économies en cas d'imprévus.

ANNEXE 2 : Initiative citoyenne européenne

Une initiative citoyenne européenne (ICE) est un instrument de démocratie participative au sein de l'Union européenne qui permet aux citoyen·ne·s de demander à la Commission européenne la mise en place de nouvelles lois. Si l'objectif d'un million de signatures est atteint, la Commission européenne devra répondre à cette ICE, et peut demander un débat au Parlement européen.

Tou·te·s les citoyen·ne·s de l'UE peuvent signer, même celles et ceux vivants actuellement en dehors de l'UE.

ANNEXE 3 : « Good Clothes, Fair Pay »

L'ICE demande l'adoption d'une législation obligeant les marques et les détaillants vendant des vêtements sur le marché de l'UE à prendre des mesures pour les salaires vitaux dans leurs chaînes d'approvisionnement en atteignant les objectifs suivants :

- S'inscrire en complémentarité avec le cadre européen sur la gouvernance d'entreprise durable et la directive européenne sur les salaires minimums ;
- Obliger les entreprises à identifier, prévenir et mitiger les impacts négatifs sur le droit à un salaire vital, à la liberté d'association et à la négociation collective ;
- Réduire la pauvreté au sein de l'UE et dans le monde, en portant une attention particulière aux circonstances des femmes, des migrant·e·s et des travailleur·euse·s avec des contrats précaires et l'impératif de lutter contre le travail des enfants ;
- Interdire les pratiques commerciales déloyales causant, ou contribuant, des incidences négatives réelles ou potentielles sur les travailleur·euse·s du secteur textile, et promouvoir des pratiques commerciales équitables ;
- Fournir un droit à l'information aux consommateur·rice·s sur les entreprises du secteur textile ;
- Améliorer la transparence et la redevabilité des entreprises du secteur textile.

Membres du Comité de pilotage de l'ICE :

- ASN Bank
- Business and Human Rights Resource Centre (BHRRC)
- Fair Wage Network
- Fair Wear Foundation
- Fashion Revolution
- Human Rights Watch
- Solidaridad
- The Circle

⁴ Articles 23 et 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Article 7 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, Préambule de la Constitution de l'Organisation internationale du travail

Membres du Comité citoyen de l'ICE :

- Maeve Galvin (Ireland, Fair Wear Foundation & Fashion Revolution, ECI Project Manager)
- Kirsten Kossen (Netherlands, Senior Human Rights Advisor, ASN Bank and ex Dutch Ministry of Foreign Affairs)
- Daniel Vaughan-Whitehead (France, Chair of the Fair Wage Network and former International Labour Organisation wage expert)
- Dr Stephanie Schrage, PhD (Germany, a post-doctoral researcher at the Institute of Strategic and International Management at Hamburg University of Technology)
- Tanja Gotthardsen (Denmark, independent consultant, researcher, public speaker and activist)
- Milena Prisco (Italy, corporate and M&A lawyer specialised in ESG)
- Ben Vanpeperstraete (Belgium, consultant and expert on labour rights, trade and responsible business conduct / due diligence)
- Martina Mareková Kuipers (Slovakia, coordinator of Fashion Revolution for Slovakia and founder of slow fashion brand Bartinki)
- Jos Huber (Netherlands, labour rights expert, former Senior Policy Officer at the Dutch Ministry of Foreign Affairs, with a background in trade unions)
- Maria van der Heide (Belgium, ShareAction's Head of EU Policy and ex-EU Parliament)
- Maria Prandi (Spain, founder and Director of Business and Human Rights and lecturer on CSR at the Autonomous University of Barcelona)
- Ineke Zeldenrust (Netherlands, International Coordinator, Clean Clothes Campaign)
- Isabel Ripa (Spain, Environmental Consultant and author who has worked extensively with EU institutions)
- Mario Iveković (Croatia, Clean Clothes Campaign activist and President of Novi Sindikat trade union)
- Irina van der Sluijs (Netherlands, Responsible Investment Team, NN Investment Partners)